



Gestionnaire
du Réseau de Transport d'Électricité

VOS REF. :

NOS REF. : 00051 LE ACH SA PSS / 04

INTERLOCUTEUR : Bruno RATOUIS ☎ : 33 (0)1 49 01 38 82
E-MAIL : bruno.ratouis@rte-france.com Fax : 33 (0)1 49 01 38 83

OBJET : Qualification pour les contrats d'achat d'énergie

La Défense, le

Monsieur,

Afin de procéder à la qualification préalable de votre entreprise pour participer aux consultations d'achats d'énergie nécessaires à la compensation des pertes (consultations que RTE organisera d'ici fin juin 2006), nous vous demandons de bien vouloir nous communiquer les éléments suivants :

- ◆ Le modèle de lettre jointe portant l'en-tête de votre société sans modification, datée et signée ;
- ◆ Un extrait du registre du commerce et des sociétés ou équivalent national concernant votre entreprise, datant de moins de 3 mois ;
- ◆ Une attestation de moins de 3 mois de l'administration compétente certifiant que vous êtes à jour de vos obligations à l'égard des administrations fiscales et sociales ou, à défaut, une attestation sur l'honneur dans laquelle l'entreprise se déclare libérée de ses obligations fiscales et sociales. Dans ce cas, les candidats devront utiliser le modèle d'attestation joint en annexe 1 ;
- ◆ Une copie des bilans et comptes de résultat avec leurs annexes du dernier exercice ;
- ◆ la Fiche Technique d'accès au SI et d'utilisation des Applications de RTE pour l'application *e-losses* ;
- ◆ Deux exemplaires signés de la « Convention Générale » (version française) applicable aux achats d'énergie pour la compensation des pertes, dont toutes les pages seront paraphées ;

RTE EDF TRANSPORT SA

Société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 2 132 285 690 €

444 619 258 RCS Nanterre : Identifiant TVA : FR19444619258

DIVISION SYSTEME ELECTRIQUE

ADRESSE: 1 terrasse Bellini, TSA 41000, 92919 La Défense Cedex

☎ 01 41 02 10 00 - 📠 01 41 02 26 69 SITE WEB : www.rte-france.com

CODE SIRET 552 081 317 22657 - CODE APE : 401 E



Nous vous remercions de nous retourner ces deux versions :

- paraphées sur **chaque page**,
- remplies et signées page **18**,
- remplies page **20, 21 et 22**.

La qualification ne sera prononcée qu'après :

- **réception et analyse de l'ensemble des documents demandés**
- **participation à une consultation test à travers la plateforme électronique**

La qualification vous sera notifiée par le retour d'un exemplaire de la Convention Générale signée par RTE.

Pour tout renseignement complémentaire vous pouvez contacter :

- Bruno Ratouis,
Téléphone : + 33 (0) 1 49 01 38 82,
courrier électronique : bruno.ratouis@rte-france.com
Fax : + 33 (0) 1 49 01 38 83
- François Regairaz,
Téléphone : + 33 (0) 1 49 01 38 74,
courrier électronique : francois.regairaz@rte-france.com
Fax : + 33 (0) 1 49 01 38 83

La langue faisant foi pour l'interprétation du dossier, dans son intégralité, est le français. A titre d'information uniquement, RTE vous adresse également par e-mail une version du dossier en langue anglaise.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Bruno RATOUIS

[lettre à rédiger sur papier à en-tête de votre société]

**RTE. Service Achat
Immeuble Le Vermont
119, rue des trois Fontanot
F-92024 NANTERRE CEDEX.
A l'attention de Bruno RATOUIS**

Objet : qualification pour les contrats d'achat d'énergie nécessaire à la compensation des pertes

Le but cette lettre est de permettre notre qualification auprès de RTE pour pouvoir participer aux consultations d'achats d'énergie pour compenser les pertes qui seront organisées avant le 30 juin 2006.

Pour cela, je soussigné XXXXXXXX, agissant en qualité de XXXXX pour le compte de la société XXXXXXXX reconnaît que RTE pourra nous retirer notre qualification temporairement ou définitivement lorsque :

1. RTE considère que l'un des quelconques engagements prévus par la Convention Générale n'est pas respecté ;
2. des modifications importantes de la capacité financière de la société ou du capital social sont intervenues ;
3. RTE décide que les conditions de qualifications sont modifiées ;
4. la société se trouve dans une des situations suivantes :
 - (a) Etat de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire sans habilitation à poursuivre l'activité, de cession judiciaire ou situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales du candidat,
 - (b) Situation de non-paiement des cotisations sociales, selon les dispositions légales du pays où le candidat est établi ou celles de la France pour la part de l'activité qui est soumise à ces dernières,
 - (c) Situation de non-paiement des impôts et taxes, selon les dispositions légales du pays où le candidat est établi ou celles de la France pour la part de l'activité qui est soumise à ces dernières,
 - (d) Faute professionnelle grave constatée par tout moyen dont RTE pourra apporter la preuve.

Fait à.....le
(nom et qualité des signataires)

Annexe 1 – Modèle d’attestation de situation

[lettre à rédiger sur papier à en-tête de votre société]

Identification de la société

(Nom, forme, numéro d’identification...)

Je soussigné [*nom, prénom*], représentant de la société *XXX* ci-dessus désignée, agissant en qualité de [...], dûment habilité à cet effet, atteste sur l’honneur :

- que la société *XXX* a, à ce jour, satisfait à l’ensemble des obligations relatives au paiement des contributions sociales obligatoires, ainsi qu’à la déclaration et au paiement des impôts directs et indirects auxquels la société *XXX* est assujettie dans le pays dans lequel elle est établie.
- (pour les fournisseurs établis ou domiciliés en France) respecter les dispositions de l'article R. 341-36 du code du travail : "Toute personne à laquelle les dispositions de l'article L. 341-6-4 sont applicables se fait remettre par son cocontractant une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du contrat, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France".
- (pour les fournisseurs établis ou domiciliés hors de France) que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard de la réglementation française ou des règles d'effet équivalent dans le pays auquel ils sont attachés.

Fait à

Le *jj/mm/aaaa*

Signature et Cachet de l’entreprise candidate